

Monter un groupe de soutien lors de perquisitions

Ce guide a été écrit en s'inscrivant dans le groupe juridique d'Île-de-France, il est peut être à adapter aux spécificités locales des autres groupes

Objectif et contexte

Les perquisitions ne sont malheureusement plus une exception et commencent à se généraliser. Contrairement aux gardes à vues suite à une action, ces perquisitions sont imprévisibles (pour la mise en cause et pour le suivi juridique), elles sont aussi bien plus traumatisantes.

Ce protocole propose succinctement une organisation pour un groupe de suivi et soutien pour gagner du temps dans les précieuses premières heures, il est bien sûr tout à fait possible de s'organiser différemment. Il vise à éviter une situation où plusieurs rebelles sont responsables de tout et rien à la fois. L'organisation peut être plus flexible, plus organique une fois les premières heures passées.

D'où viennent les premières alertes ?

En l'absence de canal de remontée d'informations identifié, les alertes proviennent souvent de sources diverses et interpersonnelles :

- les personnes habitant avec la personne perquisitionnée
- les avocat·es d'XR qui sont appelé·es par les personnes et qui le font remonter à leurs contacts juridiques XR habituels

Que faire ?

Les actions décrites ci-dessous sont à faire en simultané. Ce protocole contient des mandats qu'il faudra se répartir, une personne peut tout à prendre plusieurs mandats et a la responsabilité de trouver quelqu'un·e pour reprendre son mandat si iel doit le lâcher :

Monter un groupe de suivi

Pour coordonner toutes les actions de la journée et centraliser les informations, il convient de monter un groupe. Ce groupe peut prendre la forme d'une boucle Signal privée sur invitation.

Ce groupe a vocation à inclure toutes les personnes souhaitant s'impliquer dans le groupe de suivi.

Ce groupe n'a pas vocation à inclure :

- les personnes (proches, conjoint·e) qui ont besoin d'être rassurées;
- les personnes cherchant juste à être tenues au courant.

Ceci non pas par volonté de dissimuler de l'information mais par souci d'efficacité.

| Mandat | Redevabilités |
|---------------|--|
| Animateur·ice | (i) Tenir les outils du groupe de suivi et la liste des membres (ii) Veiller à la confidentialité et à la sécurité numérique (iii) S'assurer à ce que les mandats soit répartis et opérants (iv) Recruter dans le groupe et/ou sur des tâches précises (v) Prévention du burn-out, promotion de la régé dans le groupe |

Identifier l'action concernée et arrêter la liste des personnes

Il peut souvent être difficile de retracer l'action concernée par la perquisition. On peut s'appuyer sur la date des faits reprochés, sur la liste de personnes mises en cause, sur la nature des faits... Une fois l'action connue, il est plus facile de savoir comment réagir ensuite.

On peut ensuite se poser la question si il est nécessaire de chercher activement à identifier toutes les personnes perquisitionnées au plus tôt :

- s'il s'agit d'une action où la confidentialité est importante, il est peut être plus intéressant d'attendre les remontées classiques par les proches ou les avocat·es plutôt que de remuer les outils de communication et les rebelles au risque de rendre identifiables certain·e·s rebelles et de faire paniquer un grand nombre de personnes ;
- s'il s'agit d'une action où la confidentialité est moins importante ou si potentiellement des rebelles peu expérimenté·e·s peuvent être concerné·e·s, il peut être pertinent d'aller chercher le statut des personnes potentiellement inquiétées au plus vite. Trois avantages : être plus rapides dans l'organisation de la suite et la remontée des garanties de représentations, potentiellement de prévenir de prochaines perquisitions (nettoyage...) et essayer de faire en sorte qu'aucun·e rebelle ne soit seul·e.

Si la seconde option est choisie, on peut tenter de contacter toutes les personnes qui ont participé à cette action. Pour retrouver ces personnes, on peut :

- regarder toutes les photos et vidéos postées sur les réseaux sociaux/presse ou disponible sur RDV;
- essayer d'entrer en contact avec la coordo/BAJ de ladite action;
- demander à toutes les personnes déjà identifiées qui ont pu avoir un rôle permettant de connaître plusieurs autres personnes.

Ces rebelles peuvent être contacté·es soit en direct soit via des proches connu·es.

****Attention :** les téléphones peuvent être entre les mains de la police, il est important de les contacter avec des messages neutres du style "Ca va bien ce matin ?" plutôt qu'avec des messages pouvant donner des informations. Un bon moyen aussi peut être de communiquer par des messages vocaux pour être sûr·e·s que la personne en face soit bien celle qu'on connaît.

Dans tous les cas, il faut demander la désactivation des comptes Mattermost des personnes concernées à la base arrière XR.

Ces tâches peuvent être réalisées par toutes les personnes, pas besoin de mandat précis.

GAV'UP et communication interne

Comme toujours, il est important de s'assurer à ce que des rebelles attendent devant les commissariats où sont arrêté·e·s des camarades pour le soutien.

| Mandat | Redevabilités |
|--------|--|
| GAV'UP | (i) Appeler à la GAV'UP sur les différents outils (ii) Transmettre aux rebelles les informations diffusables et répondre aux questions générales (iii) Inciter à la présence de rebelles et de nourriture/boisson/goodies devant les commissariats |

Contact avocat·es

Comme il n'y a pas d'avocat·es désigné·es pour ce jour là, plusieurs personnes peuvent être appelées, il ne faut pas hésiter à les mettre en relation et éviter la multiplication des canaux de communication.

| Mandat | Redevabilités |
|--------------------|---|
| Contact avocat·e·s | (i) Être le point de contact des avocat·es (ii) Récupérer les informations sur la procédure et les communiquer au groupe de support (iii) Coordonner la récupération des garanties de représentation (iv) Être le point de contact privilégié des groupes juridiques XR |

Soutien aux proches

Les proches peuvent avoir de nombreuses questions, avoir besoin de parler et d'être rassuré·e·s. Il est important que cette tâche ne soit pas dévolues à des personnes "dans le feu de l'action" mais plutôt à des personnes ayant le temps de discuter calmement.

| Mandat | Redevabilités |
|--------|---------------|
|--------|---------------|

| | |
|-----------------|--|
| Contact proches | (i) Être le point de contact des proches, des rebelles s'inquiétant pour les mis-es en cause |
|-----------------|--|

Communication (optionnel)

Les perquisitions sont aussi un moment pour mettre en avant la répression que subissent nos mouvements.

| Mandat | Redevabilités |
|-------------------|---|
| Médias & Messages | (i) Être le point de contact avec les groupes Médias & Message (ii) Coordonner la création des communications (supports/textes) (iii) Coordonner l'écriture d'un communiqué de presse (iv) Être le point de contact privilégié des journalistes (v) Être le point de contact privilégié du pôle M&M de l'action |

Contact élu-es (optionnel)

Il peut être intéressant de faire venir des élu-e-s soit en visite parlementaire, soit en prise de parole pour apporter du soutien et visibiliser. Ces élu-e-s peuvent être les élu-e-s locaux/locales, ceux qui ont été sur l'action, un-e élu-e ayant des discours sur le sujet de l'action...

| Mandat | Redevabilités |
|-----------------|---|
| Contact élu-e-s | (i) Coordonner le contact avec les élu-es (ii) Être leur point de contact privilégié |